



Culture / Livres

La bataille de Glières n'a pas eu lieu

Le fait d'armes du maquis savoyard est entré dans la légende du gaullisme. Pas dans l'Histoire. L'enquête scrupuleuse de Claude Barbier devrait faire du bruit.

Nicolas Sarkozy n'a pas de chance avec l'Histoire. Son projet de musée fut un flop et voilà que sa roche de Solutré, son mont Valérien, s'effondre comme un château de cartes : le plateau de Glières (Haute-Savoie) où, candidat à l'élection présidentielle, il s'est rendu en 2007, avec la promesse de revenir chaque année, ne fut pas le théâtre de la « première bataille de la Résistance », le 26 mars 1944.

Pour la simple raison qu'elle n'a pas eu lieu... C'est ce qu'écrit noir sur blanc Claude Barbier dans *Le Maquis de Glières*, publié avec l'imprimatur du ministère de la Défense. Provocation ? Révisionnisme ? Injures aux acteurs du drame ? Que nenni. L'historien savoyard, archives anglaises, allemandes, suisses... à l'appui, reconstitue méticuleusement la tragédie du plateau de Glières, entré dans la légende

dorée du gaullisme. Mais jamais il n'accable les chefs du maquis, Théodose Morel – le charismatique Tom, héros s'il en est –, Maurice Anjot, son successeur, etc. Au contraire, il rend hommage à leur engagement, à leur courage, mais il met un point d'honneur à souligner le terrible gâchis de cette aventure, invoquant les mânes du grand historien Paul Veyne : « Critiquer les mythes n'est pas en démontrer la fausseté, mais plutôt retrouver leur fond de vérité. »

Claude Barbier a commencé ses recherches lors de son service militaire au 27^e bataillon des chasseurs alpins (BCA) à Annecy, en 1987-1988. Le chef de corps qui lui donne le feu vert est alors Jean-René Bachelet. Il est aujourd'hui général et président de l'Association des Glières... Polémique en vue ? Pour l'heure, Claude Barbier cite Malraux : « Dans la Résistance, la France reconnaissait ce qu'elle aurait voulu être, plus que ce qu'elle avait été. » Démonstration.

Un repli maquillé en « mère des batailles ». Fin mars 1944, Radio Londres annonce que 12 000 soldats allemands auraient tué 100 résistants et en auraient blessé 150, alors que dans leurs propres rangs ils auraient relevé 400 morts et 300 blessés sur le plateau de Glières. La légende naît. Las, seuls les chiffres se rapportant aux 524 maquisards répertoriés sont proches de

la réalité : de 115 à 120 d'entre eux sont morts en déportation, sous la torture ou fusillés. Ils ne sont donc pas tombés les armes à la main, selon le récit tricoté depuis soixante-dix ans, mais ils ont été victimes de crimes de guerre. Quant aux troupes allemandes, elles n'ont déploré que trois morts et sept blessés (dont quatre par accident). L'explication est simple. Lorsque les troupes allemandes, commandées par le général allemand Pflaum, débute l'ascension du plateau le 27 mars, les maquisards ont reçu l'ordre de repli la veille à 22 heures. Sans doute auraient-ils dû, de toutes les façons, redescendre dans les vallées, tenaillés par la faim. Et, probablement, cette retraite a-t-elle évité un plus grand massacre. Il n'empêche : la bataille du 26 mars n'a pas eu lieu. Mais la chasse à l'homme menée par les forces de la police et de la gendarmerie allemandes et, dans une moindre mesure, par la Milice, fut terrible.

Un refuge cul-de-sac. Le plateau de Glières est une combe de 3 kilomètres sur 1, à 1 400 mètres d'altitude, au-dessus du Petit-Bornand. Le site est choisi pour la réception de parachutages. C'est du moins la seule raison invoquée jusqu'ici. Mais il s'agit aussi, pour de nombreux réfractaires au STO (Service du travail obligatoire), réfugiés dans des fermes, d'échapper à la po-



RÉSISTANTS Vétérans espagnols et jeunes Français présentent les armes sur le plateau de Glières.

COLLECTION MICHEL GERMAIN

lice de Pétain. L'afflux de centaines de ces jeunes fugitifs ayant suscité des troubles dans la région, Vichy a été sommé par l'occupant de ramener le calme. Joseph Darnand, ultra de la Collaboration chargé du maintien de l'ordre, envoie des milliers d'hommes en Haute-Savoie. Quoi qu'il en soit, peut-on faire d'un lieu de parachutage, forcément identifié par le bruit des moteurs d'avion, un refuge ? De fait, les forces de Vichy sont informées dès le début du mois de février de l'existence du regroupement de Glières.

Vichy négocie avec le maquis.

Le colonel Georges Lelong, intendant de police et directeur des opérations de maintien de l'ordre en Haute-Savoie, est chargé de la réduction du maquis. Jusqu'au bombardement de l'aviation allemande, le 12 mars, il mène pendant cinq semaines des négociations avec les officiers de l'Armée secrète (AS). Cette trêve permet aux maquisards de circuler librement et de se ravitailler. Mais les exigences de Lelong – l'évacuation des maquisards après l'abandon de leur armement

et, surtout, la livraison des FTP communistes et des républicains espagnols dans leurs rangs – sont inacceptables pour l'AS. L'échec des pourparlers entraîne la mise à l'écart de l'intendant de police et l'entrée en lice de la Milice, du Sipo-SD (police de sûreté nazie) et de la Wehrmacht.

L'entêtement d'Apothème.

Un personnage méconnu joue un rôle central dans la tragédie de Glières : Jean Rosenthal – Cantinier ou Apothème dans la clandestinité. Membre des Forces françaises libres, blessé en Libye, puis versé au BCRA, les services secrets gaullistes, il est parachuté en France pour recenser les effectifs et évaluer le potentiel des maquis des départements alpins. Après la disparition de Morel, le chef du maquis, le 10 mars 1944, et le succès de trois parachutages, dont il est l'initiateur, son influence grandit. Lors d'une réunion des responsables militaires régionaux de la Résistance, il impose, seul contre tous, le maintien sur le plateau. Sans doute, Rosenthal – tout à sa volonté de prouver auprès des autorités britanniques et américaines

l'influence des gaullistes sur la Résistance et la capacité de celle-ci à apporter un soutien aux Alliés après le Débarquement – s'est-il trouvé dans une dynamique qui le

dépasse. Et qui sera fatale au maquis. ● **Emmanuel Hecht**

Le Maquis de Glières,
par Claude Barbier.
Perrin, 466 p., 24,50 €.